

«Notre plus gros défi, c'est de ne plus exister»

Angela Fleury quittera fin août le Bureau de l'égalité jurassien qu'elle a dirigé pendant dix-sept ans. Parmi de nombreux projets auxquels elle a contribué, la modification de la loi sur l'égalité salariale en 2020 et une meilleure sensibilisation de la population aux violences conjugales.

Vous avez été déléguée cantonale à l'égalité pendant près de deux décennies. En quoi cela a consisté ?

J'ai été engagée pour lutter contre les inégalités entre hommes et femmes. L'idée était d'avoir plus de femmes à des postes à responsabilités et en politique, d'orienter davantage les jeunes filles à choisir les métiers techniques et scientifiques et de lutter contre les inégalités salariales pour parvenir à une meilleure répartition des rôles dans la société. Je suis très heureuse d'avoir pu travailler sur ces thématiques qui n'ont malheureusement pas encore eu l'occasion d'intégrer la notion de LGBTQIA+. On dispose d'un petit effectif qui ne nous permet pas d'aborder cette question de diversité sexuelle et de genre, mais nous allons y venir bientôt. Nous n'aurons pas le choix.

Auriez-vous un exemple d'une évolution sociétale marquante ?

Il y a plein d'exemples, mais je dois dire qu'actuellement ma principale préoccupation se nomme le «wokisme» (n.d.l.r.: mot péjoratif pour désigner un courant de pensée d'origine américaine qui dénonce les injustices et discriminations subies par les minorités). On mélange tout. On déconstruit notre rapport à la



Angela Fleury sort du bâtiment Strate J à Delémont, où elle enseigne sa passion première, la communication.

PHOTO: JONAS LÜTHI



Dans l'égalité, il ne faut pas combattre les hommes, mais les idées.»

race et au genre sous l'angle de l'oppression. Ce combat crée une fragmentation et une certaine radicalité qui perdent un peu les gens. Je pars du principe que, dans le combat pour l'égalité, il ne faut pas combattre les hommes mais plutôt les idées. On ne peut pas effacer toutes les traces du patriarcat. On doit construire avec les hommes.

En 1979, le Jura devient le premier canton suisse à se doter d'un Bureau de l'égalité. Malgré plusieurs avancées majeures, l'égalité n'est, à l'heure actuelle, pas encore atteinte.

Pourquoi les progrès sont-ils si lents dans le Jura ?

J'ai l'impression que le Bureau de l'égalité a toujours fait l'objet de la politique de la rustine. Son effectif et son budget se sont réduits au fil des années et des mesures d'économie. Mais, en même temps, avec des petits moyens, on a fait de grandes choses. On s'est toujours débrouillé.

Le 3 juillet, lors de la cérémonie de diplômes de la Division artisanale du CEJEF, une lauréate a dénoncé dans un discours les conditions de travail des apprentis. Vous étiez assise au premier rang. Qu'en avez-vous pensé ?

Ce n'était peut-être pas le lieu, ni le bon moment pour le faire. Ça a passablement occulté le reste des diplômés et c'est regrettable. Sinon, je pense effectivement qu'il y a des choses à revoir et des ajustements à faire au niveau des conditions de ces apprentis. Cela étant dit, il existe dans

général. C'est d'ailleurs pour cela que, grâce à la Convention d'Istanbul, on est parvenu à une meilleure prise en charge des victimes, mais aussi à un suivi pour les auteurs. Investir dans le domaine de la prévention de la violence va permettre de faire des «économies» en matière de soins et de prises en charge.

Cette affaire de Courfaivre a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Ça a surtout fait prendre conscience de la gravité de certains actes. Il ne faut jamais se laisser gifler par qui que ce soit. Il n'y a rien d'anodin à cela. Ça commence tout petit et ça peut finir en catastrophe.

Quels défis reste-t-il, selon vous, à relever dans la quête de l'égalité ?

Notre plus gros défi, c'est de ne plus exister. Le jour où il n'y aura plus de Bureau à l'égalité, c'est qu'on aura gagné. On aura accompli notre mission. Mais j'ai presque envie de dire «mission impossible».

Par conséquent, quel projet mériterait davantage de moyens ?

Les violences. On est dans une société qui est de plus en plus violente. On le fait déjà, mais il est plus que nécessaire de travailler davantage là-dessus.

Il faut être davantage à l'écoute des gens. C'est ma deuxième casquette qui parle, puisque j'enseigne la communication à la Haute école de gestion. On manque totalement d'écoute. Même si les nouvelles technologies ont permis des avancées considérables, elles réduisent l'être humain à un individualisme. Pourtant, on a besoin d'être écouté, d'être entendu, de partager. Ce sont les fondamentaux de la vie. C'est avec ça qu'on se construit.

Quel sentiment prédomine à l'approche de votre départ ?

Ça me laisse le sentiment qu'on est sur la bonne voie. Beaucoup de travail a été accompli depuis 1979. Je ne suis pas la première à occuper ce poste, seulement la troisième. On est vraiment sur de bons rails. Je pars donc pleine d'espoir, même si ce poste exige un cuir tanné. On ramasse des sacrés coups et il faut savoir se relever. Ça a l'air de rien, mais déléguée à l'égalité est devenue une position très politisée. J'ai envie de terminer avec une formule qui colle bien à mon état d'esprit: «La vieillesse est si longue qu'il ne faut pas qu'elle commence trop tôt.»

Propos recueillis par
AMANDA JENNI

Trop peu de femmes en politique

Dans le canton du Jura, les femmes sont encore peu représentées en politique. Seul un quart des sièges des exécutifs et des législatifs communaux sont féminins. En effet, sur les 53 communes jurassiennes, seules neuf femmes occupent la fonction de maire. «Il faut arrêter de dire que les femmes n'ont pas suffisamment confiance en elles, je crois surtout qu'il faut les intéresser à la chose publique par des modèles féminins de réussite», estime Angela Fleury, déléguée au Bureau jurassien de l'égalité.

Pour donner envie aux femmes de se lancer en politique, le bureau de l'égalité a donc mis en place des ateliers et des formations. Elles y acquièrent les compétences et outils nécessaires pour l'exercice d'un mandat politique. Des thématiques telles que la communication sur les réseaux sociaux, le marketing de soi ou encore le dialogue avec les médias sont abordées. Un groupe de réflexion interpartis mixte a d'ailleurs été formé en 2019 pour travailler sur ces questions.

AJ